

Ils souscrivent aux propositions et à l'analyse offertes par le premier ministre de l'Australie à Davos (Suisse) en janvier et par le ministre du Commerce extérieur à la réunion à Lake Taupo en mars et dont le gouvernement de Nouvelle-Zélande a été l'hôte. Ces initiatives ont donné un souffle nouveau au débat sur la réforme du commerce.

Les ministres notent avec satisfaction que l'on reconnaît de plus en plus la nécessité urgente de réformes et, dans ce contexte, ils applaudissent aux résultats de vaste portée issus de la récente réunion ministérielle de l'OCDE à Paris durant laquelle les questions agricoles ont occupé une place de choix. Ils notent en outre que le communiqué de la réunion renferme un important ensemble de principes qui pourrait servir de base à la réforme agricole dans tous les pays. Les ministres conviennent qu'il faut prendre des mesures dans les meilleurs délais pour réduire les tensions mondiales dans le secteur agricole.

Ils savent gré aux ministres de l'OCDE d'avoir reconnu explicitement que des politiques de soutien excessif sont la cause même des distorsions qui nuisent sérieusement au commerce agricole. Ils voient dans cette reconnaissance une étape importante du développement de la volonté politique nécessaire, particulièrement dans les pays-clés de l'OCDE, si l'on veut traduire les déclarations relatives à